

La France était la principale pourvoyeuse d'armes de l'apartheid

Jean Chatain

L'Humanité, 20 décembre 2013

Que cachent les éloges adressés à Nelson Mandela lors de son décès ? Tribune par Jean Chatain, journaliste honoraire, spécialiste de l'Afrique.

Le déluge de louanges et contributions ayant accueilli, dans les médias et les milieux de droite français, le décès de Nelson Mandela relève de ce que l'on pourrait appeler par euphémisme une mémoire plus que courte. Oublié les anciennes diatribes faisant alternativement de l'ANC un pion de Moscou ou de Pékin et présentant ses responsables comme autant de terroristes fanatisés. Oublié de façon générale le refus français de prendre à son compte les mesures d'embargo préconisées par les Nations unies contre le régime de l'apartheid, comme l'attestait le formidable bond en avant des échanges de notre pays avec celui de Pieter Botha, tout particulièrement pour ce qui concerne les livraisons d'armes.

Le rôle de la France pompidolienne puis giscardienne, aux côtés notamment de la RFA et d'Israël, dans l'accession du pays à l'arme nucléaire ne peut être minimisé, mais il est loin d'épuiser à lui seul la question. Dès 1960, année du massacre de Sharpeville (une soixantaine de morts), de Gaulle s'était opposé au texte de condamna-

tion débattu au Conseil de sécurité; il récidivait en août 1963 en s'abstenant lors du vote de la résolution demandant aux États de « *mettre fin immédiatement* » aux ventes d'armes à l'Afrique du Sud. Dans toute la période suivante, la V^e République devint d'ailleurs, et de loin, le premier fournisseur du régime d'apartheid en ce domaine (à lire : *Quatre Présidents et l'Afrique*, de Claude Wauthier, Seuil, 1995). Les tueries suivantes de Soweto (1976) furent perpétrées essentiellement avec des armes « *made in France* ».

On distingue deux phases dans l'évolution de ce très juteux commerce, notait la revue Économie et Politique, l'un des rares titres à s'être alors préoccupé du problème (lire « *Les monopoles français en Afrique du Sud* », de Jacques-Louis Fath, Économie et Politique n° 278, septembre 1977) : dans un premier temps, les livraisons d'armes proprement dites; auxquelles succédèrent, dans les années 1970, des fournitures de catégories de produits industriels et d'apports technologiques connexes au domaine militaire ou dont le caractère stratégique et l'usage militaire ne font aucun doute. Cela en autorisant l'Afrique du Sud à acheter de nombreuses licences de fabrication

à des groupes comme Dassault ou Panhard, lui permettant éventuellement de fabriquer ainsi ses propres hélicoptères, missiles et automitrailleuses.

Des engins de mort qui ne servaient pas qu'à la répression interne, mais aussi à de nombreuses opérations contre les pays voisins de la « *ligne de front* » (Mozambique, Angola, Zambie, Botswana, Zimbabwe), c'est-à-dire ceux abritant des sièges locaux ou des camps de l'ANC et de ses alliés. Un seul exemple parmi beaucoup d'autres possibles : en 1978, les Mirages vendus à l'Afrique du Sud font quelque 600 morts en pilonnant un camp de réfugiés de la Swapo, le mouvement de libération de la Namibie, à Cassinga en Angola. Déjà, en 1968, une brochure publiée par l'ANC (« *L'apartheid et la France* ») mettait en avant ce jugement catégorique émis par le Financial Mail de Johannesburg : « *Tout bien consi-*

déré, la France, parmi les grandes puissances, est vue comme la seule amie de l'Afrique du Sud. » La même année, le quotidien pro-gouvernemental *Die Vaderland* publiait cette lettre d'un lecteur au racisme enthousiaste et reconnaissant : « *Lors des revues, le public contemple avec fierté le déploiement de notre armée. Parfois ce sont des chars d'assaut Panhard, construits en Afrique du Sud sous licence, qui ouvrent la marche du défilé. Je ne parlerai pas des autres achats de matériel militaire à la France qui nous permettent de renforcer notre capacité de défense. Cela m'entraînerait trop loin* » (Texte reproduit dans l'ouvrage cité de Claude Wauthier. Avec cette conclusion que l'on s'en voudrait de ne pas reproduire : « *C'est pourquoi toute l'Afrique du Sud peut crier du fond du cœur : vive de Gaulle !* »).